

**Complément**

## **Aide au développement - La droite échoue à faire primer l'austérité dans la coopération**

-----  
Version complétée de la dépêche bsf061 du 27.09.2017  
(compléments indiqués dans la note à la fin de la dépêche)  
-----

**(ats) L'austérité ne devra pas primer outre mesure dans les dépenses consenties pour l'aide au développement. Par 101 voix contre 86, le National a rejeté mercredi une motion visant à ne plus s'en tenir à l'objectif d'une part de 0,5% du revenu national brut (RNB).**

La motion de la commission des finances visait à ne tenir compte que de la situation des finances fédérales. Neuf PLR, dont le Vaudois Fathi Derder et le Valaisan Philippe Nantermod, ne l'ont pas soutenue alors que l'UDC a voté en bloc pour elle.

L'aide au développement fait régulièrement l'objet d'attaques de la droite lorsqu'il s'agit de voter des crédits ou le budget. Sans aller aussi loin, le Conseil fédéral soumet la coopération internationale à une cure d'austérité. Dans sa proposition pour les années 2017 à 2020, il se fondait ainsi sur un taux de 0,48% du RNB.

L'aide internationale a été touchée de manière surproportionnelle par les mesures d'économies ces dernières années. Des coupes de 150 millions sont encore prévues entre 2018 et 2020. La Direction du développement et de la coopération devra se passer de 130 millions et le Secrétariat d'Etat à l'économie de 20 millions.

La motion ne vise pas à réduire les fonds, s'est défendu en vain Albert Vitali (PLR/LU) au nom de la commission. L'objectif de 0,5% du RNB d'ici 2015, fixé par le Parlement en 2011, a été atteint: le taux était de 0,54% en 2016.

Au vu de l'état des finances fédérales, il n'est plus nécessaire de brider le Conseil fédéral et le Parlement, a-t-il poursuivi. Plusieurs UDC ont en outre remis en cause l'efficacité de l'aide suisse au développement.

### **Mauvais signal**

La gauche, le PDC, le PBD et le PVL ne l'entendaient de cette oreille. Ils ont dénoncé une manoeuvre qui pourrait non seulement nuire à la crédibilité de la politique étrangère suisse, mais aussi réduire sa marge de manoeuvre. La Genève internationale pourrait en faire les frais, selon Margret Kiener Nellen (PS/BE).

En ne prenant que pour objectif la situation des finances, on pourrait finir par ne plus dépenser un centime pour l'aide au développement, selon Daniel Brélaz (Verts/VD). La coopération a besoin de stabilité.

La Suisse a la chance d'être un pays qui fonctionne bien et dont les comptes bouclent dans le noir. Elle peut donc se permettre un geste envers les plus démunis, a fait valoir en substance Philipp Hadorn (PS/SO).

La coopération internationale est une contribution décisive à la démocratie, au développement économique et à la sécurité dans les pays concernés. Elle permet aussi de réduire les migrations vers l'Europe, a ajouté Claude Béglé (PDC/VD).

### **Valeur indicative**

Le ministre des affaires étrangères Didier Burkhalter s'est interrogé devant une motion "étonnante". Elle demande au Conseil fédéral de tenir compte des finances fédérales. "Comme s'il ne le faisait pas !". Et le conseiller fédéral d'appeler les parlementaires à trouver des équilibres dans le budget sans opposer des domaines de dépenses à d'autres.

Le gouvernement n'est pas obnubilé par le taux de 0,5%. Le calcul en fonction du RNB a avant tout d'une valeur indicative. Sans elle, le Parlement serait privé d'une donnée essentielle pour apprécier le montant des ressources de la coopération internationale. Les Chambres restent ensuite libres d'adapter ou non les crédits.

La part du RNB est un indicateur international qui permet de comparer l'effort fourni par les pays de l'OCDE. De 2006 à 2016, les dépenses helvétiques comptabilisées dans l'aide publique au développement sont passées de 2,06 à 3,51 milliards, soit une hausse de 70%. Toutefois si l'on exclut l'asile du calcul, l'augmentation se limite à 49%.

Note: Précisions au 2e paragraphe sur les PLR ayant rejeté la motion.